



RAPPORT MORAL ET D'ORIENTATION

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs.

Nous sommes aujourd'hui réunis à Niort, au pays du trait Mulassier Poitevin, pour notre Assemblée Générale annuelle. Je remercie l'Association des races Mulassières du Poitou et son Président Eric Rousseau pour leur accueil, ainsi que les représentants du Conseil Régional et de la ville de Niort, et enfin Groupama qui nous met à disposition cette salle.

Mme Le Hénaff, merci d'être parmi nous et croyez bien cette fois que je veillerai à vous réserver le temps nécessaire à votre intervention ainsi qu'aux échanges avec la salle. Merci également Monsieur le Directeur de l'Institut Français du Cheval et de l'Équitation d'être parmi nous aujourd'hui. Je pense que c'est probablement une de vos premières AG dans la filière du cheval, j'apprécie votre présence.

Mesdames et Messieurs, rappelez-vous notre AG de l'an dernier, elle a fait du bruit, elle a provoqué des réactions, mais elle a finalement été porteuse de réflexions et même, je crois pouvoir le dire, de sagesse.

A Lamballe, je concluais mon rapport moral en souhaitant que la « hache de guerre » soit vite enterrée, par la concertation et une entente retrouvée avec notre tutelle ex-Haras Nationaux. Certes, une forte réaction collective s'en est suivie, mais elle nous a mené au positionnement que vous connaissez aujourd'hui.

2009 a donc été une année de négociations, lourde de conséquences pour notre avenir. Nous n'avons pas trouvé la solution miracle, mais nous avons prouvé qu'ensemble, unis, nous étions capables de faire infléchir les décisions en faveur de notre filière du cheval de trait.

Par notre capacité de dialogue, nous avons obtenus des évolutions favorables pour notre filière et avons ainsi prouvé que notre structuration est innovante, pertinente et porteuse. France TRAIT s'est attachée toute l'année 2009 à négocier notre rattachement à IFCE naissant, après une gestation agitée et complexe. Nous attendons beaucoup de cet institut, nouveau dans ses compétences, nouveau, j'ose l'espérer, dans son fonctionnement. Soyez certain, Monsieur le Directeur, que nous restons à votre écoute. Mais sachez-nous également capable de vous faire entendre nos souhaits. Les fondations de l'IFCE ne sont-elles pas d'être à l'écoute et au service des éleveurs que nous sommes ? D'ailleurs, Monsieur le Directeur, autant profiter de notre Assemblée Générale pour vous poser notre première question (qui a été posée l'an dernier mais est restée sans réponse). Pouvez-vous nous dire si notre proposition de présidence de l'IFCE a été étudiée, et qui sera retenu ? Pour ma part, il me semble que les deux présidences (IFCE et GIP) doivent être partagées entre le secteur des « courses » et celui du « sport, loisir et travail ».

2009 a été une année difficile face aux incertitudes, aujourd'hui levées en partie. Il nous reste bien des dossiers pour lesquels il nous faudra trouver des solutions.

L'année a été très marquée par le marasme du commerce de la viande. L'évolution sur la législation du transport de chevaux vifs a particulièrement affecté les échanges commerciaux et a contribué à accentuer l'attitude de l'Italie, qui se tourne aujourd'hui plus facilement vers les pays de l'Est de l'Europe pour son approvisionnement. La viande reste le principal débouché de notre production. Nous sommes aujourd'hui le dos au mur et nous ne voyons pas comment inverser cette tendance. La campagne anti viande menée cet hiver a contribué à faire chuter les cours et le projet de changement de statut du cheval est loin de nous laisser optimiste. Il est temps de remettre la filière en phase avec son marché : quel produit pour quel marché ? Mais France TRAIT n'a pas vocation à s'occuper du marché de la viande. C'est là le travail de l'interprofession, Interbev Equin, nous a-t-on fait remarquer dès 2006, et sur ce point, je suis tout à fait d'accord. Nous attendons simplement un résultat ! Soulignons tout de même que France Agrimer apporte un soutien financier non négligeable aux démarches de type « vente directe en caissettes ». Pour certains, c'est une solution pour valoriser les poulains. Mais elle ne répond pas aux besoins de vous tous. Alors que faire ?

Un autre sujet de préoccupation, et non le moindre, celui de la pérennité de notre fédération. En effet, après six ans d'existence, France TRAIT, qui a prouvé toute son importance, toute sa pertinence, dans la coordination notamment, se pose la question de sa pérennité.

Nous ne pouvons pas soulever de ressources propres plus importantes face à la situation économique actuelle de notre filière. Les races ne peuvent pas faire plus dans le fonctionnement de France TRAIT car elles ont le souci de leur propre fonctionnement. Mais comment faire ? France TRAIT a, il faut le souligner, obtenu le soutien du Fonds Eperon depuis sa création. J'en remercie les membres du Comité d'Engagement. Hors, il semble que ce soutien soit plus ou moins remis en cause par certains acteurs de la filière du cheval. Je me pose la question du fondement de ces positions. Pourtant, France TRAIT a prouvé sa pertinence, son savoir et obtient des résultats pour ses mandants (coordination des décisions d'orientation de la filière, soutien des actions de promotion, création du référentiel de matériel de traction animale (base Charlie Pinney), marché colombien, etc...). France TRAIT a su se rapprocher d'acteurs déterminants dans la politique du cheval français (UNIC, le GESCA, les étalonniers, l'état, l'IFCE) pour mieux être intégrée aux négociations et actions à mener. Je ne vois pas comment nous pourrions continuer sans un soutien affirmé de nos financeurs. Si je peux me permettre de faire une comparaison, France TRAIT a été conçue comme une Formule1. Il fallait la mettre au point pour qu'elle devienne performante et obtienne des résultats. Chose faite !! Mais pour continuer à être encore plus performante et obtenir encore plus, il faut des moyens financiers et humains. A partir de ce constat et comme dans toutes compétitions (si compétition il y a) nous avons aujourd'hui des écuries adverses, peut-être jalouses, qui ont elles aussi leurs propres ambitions. Malheureusement, ces adversaires jouent à nous déstabiliser par le seul moyen capable de nous atteindre dans notre organisation : le carburant. Sans carburant, la Formule 1 « France TRAIT » ne roulera pas ou ne roulera plus !!!

Des moyens, ils existent, ils ne doivent pas être réservés à une catégorie de professionnels. Ils doivent au contraire être octroyés à des structures représentatives et structurées comme FT. Notre ambition vous la connaissez : être le plus représentatif possible de la filière trait en France. L'AGE qui vient d'avoir lieu le prouve. Alors où est le problème ?

J'ose espérer que nous saurons trouver une solution à cette échéance, que je ne veux pas envisager. Si cela devait tout de même arriver, croyez que je saurai faire savoir les raisons du pourquoi d'une telle disparition, et comme Zola : j'accuserai !!

Autre sujet d'échauffement au niveau national et pour lequel aucune solution acceptable n'a été trouvée : l'équarrissage. Nous ne pouvons accepter de payer des tarifs d'enlèvement aussi élevés. Il faut payer entre 243€ et 585€ selon les régions pour faire enlever un cadavre. C'est pratiquement la valeur commerciale d'un cheval adulte ! Inévitablement des pratiques illicites s'en suivront, et s'en suivent déjà d'ailleurs. Je veux parler des enfouissements ou des abandons de cadavres. L'état s'est retiré de ce service public, soit. Mais a-t-il bien pris la mesure de la catastrophe qui se profile en matière de santé publique ? J'appelle l'état à ses responsabilités. Nous avons pris les nôtres avec la création d'une ATM qui reste bien fragile face aux équarrisseurs, qui ne souhaitent qu'une chose : être les maîtres du marché pour ensuite taxer davantage les éleveurs. Je veux rendre hommage aux personnes qui essayent de trouver une solution et s'investissent beaucoup sur ce sujet, sans avoir pu, pour le moment, trouver de solution satisfaisante, dans un contexte économique ultra difficile. Dans les campagnes, les éleveurs grognent très fort, attention à leur réaction !

Enfin et avant de conclure ce rapport, je voudrais aussi attirer l'attention des pouvoirs public, de nos élus et de nos éleveurs sur un autre sujet important. Vous le savez, un ingénieur député des Alpes Maritimes a été sollicité par une association de défense des animaux pour proposer une modification du statut du cheval, afin de le faire passer d'animal de rente à animal de compagnie. Là aussi, l'Etat doit réagir avec nous. Pour le moment me semble-t-il, pas de réaction marquée sur ce sujet. Nous n'accepterons pas un tel projet. Il y va de l'avenir de nos producteurs et derrière eux, de la gestion d'un patrimoine reconnu et devenu indispensable à la gestion de nos espaces ruraux. Je vous demande à tous une vraie levée de bouclier sur ce sujet et vous appelle à vous manifester à toutes occasions possibles pour empêcher ce projet de loi. France TRAIT a déjà réagi dans le cadre de l'action du GESCA, qui vient d'adresser une note aux membres de la commission « cheval » de l'Assemblée Nationale, contenant un argumentaire réalisé par des juristes (disponible sur le site de FT) sur les conséquences de l'adoption d'une telle loi. France TRAIT appuiera encore très prochainement cette démarche par une intervention auprès de tous les élus (députés et sénateurs), leur demandant d'intervenir pour le retrait de ce projet. Le débat qui est actuellement mené contre nous s'appuie sur des idéologies absurdes et irrecevables. J'ai fait l'effort, avec d'autres représentants de la filière cheval, de rencontrer en janvier dernier ces militants extrémistes de la condition animale, et d'écouter leurs arguments. J'ai entendu et compris leur sensibilité, exacerbée par un contexte sociétal totalement déconnecté des réalités du cycle de la vie. Je pensais, en retour, observer le même comportement d'écoute et de compréhension, ce que j'appellerai simplement un « brin d'intelligence ». Hélas, les échanges se sont soldés par un seul constat : ils sont sourds et obtus...

Voilà en quelques mots un état des lieux de la situation. Vous pouvez constater que FT reste très mobilisée sur des dossiers lourds de conséquences. C'est notre rôle et nous entendons bien conduire notre action pour l'ensemble des éleveurs de chevaux de trait. Grâce à notre unité, grâce à notre détermination indéfectible nous devons arriver à trouver des solutions à tous les problèmes de notre filière. C'est ensemble, éleveurs, responsables professionnels et Etat que nous y arriverons. Nos interlocuteurs doivent maintenant savoir que nous sommes déterminés à trouver des issues pour sortir de ce tunnel infernal.

D'autres sujets pourraient être évoqués aujourd'hui. Je ne monopoliserai pas la parole davantage, nous pourrions les aborder dans nos échanges cet après-midi.

Ainsi 2010 sera l'année déterminante de l'avenir de nos races de chevaux de trait et de leur fédération. Croyez bien que j'entends avancer avec détermination, motivé par la volonté d'obtenir des résultats.

Je vous remercie de votre attention.

Pierre PASDERMADJIAN, Président de France TRAIT.